

Faire de l'or jaune avec de l'or bleu !

Après un hiver et un printemps 2024 particulièrement humides, la traversée de l'été a inquiété. Si la sécheresse n'a pas frappé durement, les retenues et autres réserves de substitution, en permettant de sauver les récoltes d'une année difficile sur certains territoires, ont fait preuve de tout leur intérêt face aux effets du changement climatique ! Et que dire des pluies qui se poursuivent en cet automne et pourraient déjà permettre de remplir les stockages existants. Depuis 1 an, nous regardons l'eau partir à la mer... Si la météo et le climat changent, pas les besoins fondamentaux des plantes : si l'on veut manger, il faut qu'elles puissent boire. Anticipons, stockons !

Le chiffre du mois

24, c'est le nombre de retombées médiatiques durant l'été reprenant une citation de l'AGPM sur le sujet de l'eau

MARCHÉS

UN REBOND FRAGILE POUR LE MAÏS

Le rebond observé des prix du maïs en France au mois de septembre est fragile et devra, pour se maintenir, être entretenu par de nouveaux éléments. Ceux-ci ne devraient pas se matérialiser avant la fin d'année.

Des stocks français au plus haut depuis 10 ans

Les prix du maïs en France connaissent un rebond en septembre après avoir passé le mois d'août sous pression.

En effet, jusqu'à début août, malgré la baisse des prix du maïs américain à Chicago, les cours français du maïs se maintenaient au-delà du support des 200 €/t sur l'échéance novembre 2024 d'Euronext maintenus par la solidité des prix du blé. Ce « plancher » permis par les cours du blé s'est effacé début août sous l'effet de la concurrence des origines Mer Noire à l'export et d'un euro qui s'est nettement renforcé au cours de l'été face au dollar. La baisse du blé a alors entraîné celle du maïs qui, sans ce « plancher », a par ailleurs renoué avec la tendance de prix de Chicago, plombée par une perspective de rendement record aux Etats-Unis.

Le maïs connaît cependant un rebond depuis la fin du mois d'août ce qui lui a permis de retrouver le support des 200 €/t sur Euronext. Cela est dû aux incertitudes géopolitiques, au Moyen-Orient comme en Ukraine, de même qu'aux incertitudes climatiques en Mer Noire. Après un été chaud et sec, ayant fortement affecté la production locale de maïs, l'automne suit la même lancée, ce qui rend difficile les semis de blé. Enfin ce rebond a été permis par un certain regain d'intérêt des importateurs pour le maïs américain ce qui a permis une hausse des prix bénéfique à Chicago.

Cette situation est fragile. Le maïs pourrait se retrouver sous pression lors du prochain trimestre sous l'effet traditionnel de la pression récolte dans l'hémisphère nord, en Europe comme aux Etats-Unis. Par ailleurs, l'euro reste très fort face au

dollar ce qui pénalise la compétitivité des céréales européennes dont celles du maïs français face aux origines importées sur le marché européen.

De ce fait, le marché français manque d'activité en ce début de campagne en alimentation animale comme à l'export où il fait face à la concurrence ukrainienne, maïs et blé fourrager, et à des difficultés logistiques notamment vers l'Espagne, son 1^{er} client, du fait de dégâts sur le réseau routier pyrénéen. Les stocks de maïs français pour la campagne 2024/25 sont à ce stade prévus à 2,6 Mt, leur plus haut niveau depuis 10 ans.

Des éléments de consolidation attendus en fin d'année

Cette pression sur les prix et sur la compétitivité du maïs français devrait s'alléger en fin d'année avec l'apparition d'éléments de consolidation pour les prix du maïs.

Au niveau international, la fin d'année marque la fin la campagne d'exportations brésilienne et donc de la concurrence du Brésil vis-à-vis de l'origine américaine, en particulier sur les marchés asiatiques, ce qui devrait soutenir les prix à Chicago.

Par ailleurs, à la veille des semis début octobre, le manque de pluie est marqué sur les principales zones de production du maïs en Amérique du Sud. La situation n'est pas critique à ce stade mais elle pourrait perdurer dans les prochains mois du fait de l'installation du phénomène climatique « la Niña » qui augmente fortement le risque de sécheresse sur le centre de l'Argentine et le Centre-Ouest du Brésil.

En Europe, la situation devrait également s'améliorer au regard de disponibilités à l'export moins importantes cette année en Ukraine. La sécheresse estivale a réduit la production à environ 23-25 Mt et le disponible exportable à environ 20 Mt, deux chiffres en repli de près de 10 Mt par rapport à la campagne 2023/2024. Cette forte réduction de la production a d'ores et déjà conduit à une élévation des prix ukrainiens. Le maïs rendu Odessa approche désormais des 200 \$/t contre 160 \$/t en début d'année 2024.

De plus, la BCE devrait de nouveau baisser ses taux directeurs début décembre ce qui devrait permettre une baisse de l'euro, un mouvement favorable à la compétitivité des céréales européennes.

Enfin, la situation géopolitique, au Moyen-Orient comme en Ukraine, reste à suivre car ces risques ne sont plus pris en compte dans les niveaux de prix actuels.

DIALOGUE STRATÉGIQUE

UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ?

Après plus de six mois de travail, le groupe de dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'Union Européenne, lancé officiellement au début de l'année 2024 par la Commission européenne en réponse aux manifestations agricoles, a rendu le 4 septembre son rapport final. S'il ne constitue pas une proposition formelle de la Commission, il pose sans aucun doute les premières bases pour un débat sur l'avenir de la PAC.

Des recommandations pour l'avenir de l'agriculture européenne

Réunissant une trentaine d'organisations européennes représentatives des acteurs de la chaîne alimentaires, des fédérations agricoles aux associations environnementales, le panel s'est penché sur l'avenir de l'agriculture européenne autour de 5 grands axes (revenu, durabilité, système agro-alimentaire, résilience et innovation). Tout au long de la centaine de pages du rapport, les participants au dialogue stratégique ont formulé plusieurs recommandations permettant finalement au plus grand nombre de s'y retrouver. Si on peut regretter l'absence de volet sur la compétitivité de l'agriculture européenne et des leviers pour la renforcer, on peut dans le même temps se féliciter du constat fait sur les incohérences entre les politiques européennes et de l'appel à aligner la politique commerciale de l'UE sur les objectifs qu'elle affiche en matière de souveraineté et de durabilité. Loin d'abandonner les orientations du Green Deal, les signataires appellent à un renforcement de la dimension environnementale de la PAC proposant notamment de mettre en place un système d'« évaluation comparative » de la durabilité des exploitations agricoles. Enfin, le débat sur les aides de la future PAC est lancé avec la proposition d'abandonner progressivement les paiements à l'hectare et de cibler le soutien sur les agriculteurs actifs.

Des premières pistes pour la PAC post 2027

A n'en pas douter, certaines pistes de ce rapport seront utilisées par la prochaine Commission européenne pour préparer sa feuille de route. C'est clairement le mandat qu'a reçu le luxembourgeois

Christophe Hansen, proposé au poste de Commissaire à l'Agriculture et à l'Alimentation. Dans la lettre de mission qui lui a été adressée, Ursula von der Leyen l'a chargé d'élaborer « Une vision pour l'Agriculture et l'Alimentation », dans les 100 premiers jours de son mandat, c'est à dire d'ici mars 2025. La proposition sur la future PAC est quant à elle attendue pour la fin de l'année 2025.

Les priorités de l'AGPM

L'Union européenne saura t'elle affirmer une réelle ambition pour son agriculture ? Garantir sa souveraineté alimentaire en faisant le choix de produire en Europe et réussir sa transition en s'appuyant sur les atouts de son agriculture ? A l'occasion de la plénière du Parlement européen à Strasbourg, qui s'est réunie du 16 au 19 septembre, l'AGPM et la CEPM sont allées à la rencontre des députés européens pour échanger sur ses priorités et leur partager les défis de la filière maïs européenne : produire du maïs en Europe et mettre en place des règles équitables en matière de commerce. Les discussions avec les décideurs européens et français vont se poursuivre dans les prochaines semaines dans l'objectif de valoriser les atouts nombreux de notre filière maïs.

ÉLECTION AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

LA CAMPAGNE COMMENCE

C'est la représentativité syndicale qui se joue lors de ces élections professionnelles qui auront lieu en janvier 2025. Dans ce cadre, l'AGPM, en tant qu'Association Spécialisée de la FNSEA, s'engage aux cotes du réseau FNSEA/JA pour défendre une vision partagée pour l'agriculture et réuni sous la bannière « votons le bon sens ». L'AGPM portera donc l'ensemble de ses priorités et de ses engagements au service de la filière maïs dans le cadre de cette campagne, tant via les supports écrits qu'au travers d'interventions diverses sur le terrain pour lesquelles l'AGPM se tient à la disposition des départements qui le souhaiteraient. C'est d'ailleurs le sens de la réunion organisée à 5AS (AGPB, AGPM, CGB, FOP et UNPT) en présence du Président de la FNSEA qui a permis de mettre en avant les organisations de filière, l'ensemble des sujets traités et des réussites récentes de nos organisations.

Pour l'AGPM, le revenu, les facteurs de production, la gestion des risques et une PAC adaptée aux réalités des territoires, ainsi que le sujet de l'accès à la ressource en eau, font évidemment partie des priorités.

Le clip de campagne FNSEA/JA est consultable sur le site <https://votonslebonsens.fr/>

■ Visite parlementaire d'une exploitation dans l'Allier

Lundi 2 septembre, Yannick Monnet (député communiste) a été reçu sur l'exploitation de Gérald Bacconnier à Saint Pourçain sur Besbre (03).

À cette occasion, le député natif de la région a pu comprendre les enjeux de la production de maïs, la diversité de ses usages maïs aussi saisir l'importance d'avoir accès à tous les facteurs de production, dont l'eau. Dans un contexte politique qu'il a lui-même qualifié d'incertain, Yannick Monnet a rappelé lors de ces échanges son attachement à l'agriculture. Il a plaidé pour que le revenu des agriculteurs soit au cœur des priorités.

■ Irrigants de France aux côtés des irrigants d'irrigadour et du Marais Poitevin

Eric Frétilière, président d'Irrigants de France, et Sébastien Méry, membre du Bureau d'Irrigants de France, ont participé aux actions de mobilisation organisées à Pau le 9 septembre et à Poitiers le 11 septembre.

Ces actions organisées à la suite des annulations des AUP, ont chacune réuni plusieurs centaines d'irrigants et montré la montée du mécontentement et de l'inquiétude locale. La présence d'Irrigants de France a permis de dénoncer le danger pour l'irrigation de voir demain tomber d'autres autorisations, et de signaler que les irrigants continueront de se battre contre des décisions de justices arbitraires qui ne prennent pas en compte les enjeux économiques et sociaux.

BILAN FRANÇAIS DU MAÏS			
Prévisionnel septembre 2024 (1 000 t)		2023 /24	Prév. 2024 /25
Ressources	Stock départ	1 654	1 990
	Collecte	10 616	11 607
	Importations	330	300
Utilisations	FAB	2 816	3 000
	Util. humaines et indus.	2 285	2 490
	Exportations	4 194	4 527
	Autres	1 315	1 261
Stock final (ressources - utilisations)		1 990	2 619

